

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

1 000 euros ou le manipulateur qui se moque du monde

Une prime ce n'est pas du salaire !

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 19 avril 2011

Démocratie & Socialisme

Sarkozy a bloqué le Smic pendant cinq ans. Cinq ans ! C'est si long, si dur que ces 10 % des salariés se rapprochent des 8 millions de travailleurs pauvres. On ne peut pas vivre décemment à ce prix. Les prix valent depuis des mois, EDF, GDF, SNCF, assurances, etc, au point qu'en juin ou juillet 2012 il faudra réajuster le Smic par la loi pour rattraper l'inflation.

Le salaire médian est de 1500 euros, c'est-à-dire que 50 % des salariés gagnent moins. En outre, 98 % des salaires sont en dessous de 3200 euros. Le « président du pouvoir d'achat », vantant le « gagner plus », a appauvri ceux qui produisent l'essentiel des richesses de ce pays et qui n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent.

Dix points ont été pris aux salaires par les profits. Et tout ce que Sarkozy trouve à faire est d'alléger l'impôt sur les grandes fortunes. Pendant que la France bat le record historique du nombre de chômeurs, 5 millions !

Mais voilà, ce pilleur de retraite, élection proche oblige, fait mine d'imposer une « prime » de 1000 euros pour les entreprises qui versent des dividendes.

Alors que les négociations sur les salaires sont bloquées, alors que les syndicats n'ont pas été consultés et que le patronat en profite, l'antisocial de choc qui occupe l'Élysée envisage une mesure ponctuelle, sans avenir, pour acheter des bulletins de vote par une prime de « 1000 » euros...

Or ce qui est urgent et impératif, c'est un rattrapage du Smic à 1600 euros, comme le réclame la CGT, principal syndicat de ce pays. Il n'en résulterait pas de fermetures d'entreprises, mais une augmentation des débouchés : par exemple, en juin 68, avec 33 % de hausse du Smig (et 55 % du Smag) il n'y a pas eu de fermeture d'entreprises, mais une relance de l'économie. Cela a permis aux salariés de mieux vivre et d'acheter des choses essentielles qu'ils ne pouvaient pas acheter auparavant. Appliquer aujourd'hui une hausse de 33 % porterait le Smic à... 1 750 euros !

Les minima conventionnels doivent être automatiquement alignés par la loi sur le Smic : car il est indécent que des branches négocient en dessous de la loi.

Ni l'intéressement, ni la participation ne sont du vrai salaire, avec cotisations sociales, du net et du brut. Les primes ne remplacent pas une hausse régulière des salaires, avec rattrapage du retard. Dans des centaines d'entreprises, des grèves ont eu lieu ces dernières semaines sur les salaires, en Auvergne, chez Carrefour, Valéo...

Lorsqu'il y a des négociations annuelles obligatoires (NAO), l'État a un rôle à jouer, car c'est de lui que dépend « l'extension » des conventions collectives : il peut ainsi peser sur leur contenu, et sur les carrières, les niveaux, les coefficients, les échelons, les grilles de métiers. Des garanties de progression collective - refusée par le Medef depuis huit ans - peuvent être restaurées pour les salariés.

Un gouvernement de gauche devra :

- ▶ pousser le patronat à signer avec les syndicats, branches par branches, métiers par métiers, et dans une grande conférence salariale nationale ;
- ▶ augmenter massivement le Smic et le porter à 1600 euros pour booster tous les salaires au-dessus ;
- ▶ interdire les accords fixant les minima en dessous du Smic ;
- ▶ refuser de cautionner les conventions collectives au rabais ;
- ▶ restaurer un réel impôt sur les entreprises du CAC 40 (73 milliards sont détournés).

Gérard Filoche